



**Les Jeunes Radicaux**  
pour



## **Un Service civique volontaire « Donnant-Gagnant ».**

Les Politiques ne s'adressent plus à la jeunesse et **les jeunes ignorent aujourd'hui très largement la politique**. Leur seul point commun semble être celui du chômage, au-delà, la jeunesse est parcellisée, morcelée, divisée. Les difficultés nombreuses auxquelles sont confrontées les jeunes, qu'elles soient d'ordre économique ou social, se matérialisent par **un rapport de défiance vis-à-vis de la République et de ses valeurs**. L'enjeu est donc central, les Politiques doivent porter avec volontarisme une **nouvelle ambition pour la jeunesse**.

Aujourd'hui, le gouvernement semble s'orienter vers **une solution, celle du Service civique volontaire**. Cette orientation est incarnée par Martin Hirsch qui, depuis sa nomination au Haut commissariat à la jeunesse, porte un projet nouveau axé sur 4 priorités :

- que le Service civique réponde à la **demande des jeunes**
- qu'il corresponde à des **missions prioritaires** pour la nation
- qu'il permette un **brassage social**
- qu'il soit **valorisé**.

A ce jour, une commission de concertation se réunit depuis le 9 mars avec, notamment, un sous groupe consacré à la citoyenneté qui travaille sur le Service civique.

Il n'en demeure pas moins que **la jeunesse se doit de prendre la parole afin de s'adresser au monde politique dans le but de proposer des solutions pragmatiques**.

A cet égard, les Jeunes Radicaux ont souhaité organiser, le 21 Mars 2009, une première convention nationale sur le Service civique. Elle s'insère dans **un ambitieux cycle de cinq Conventions Nationales** dont l'objectif est d'aborder les grandes thématiques qui concernent la jeunesse, en mobilisant le savoir et l'expérience d'experts. A la fin de cette année, les Jeunes Radicaux **formuleront des propositions concrètes afin d'esquisser un modèle de société renouvelé** qui repense ses rapports avec les jeunes.

La première Convention Nationale sur le Service civique du 21 Mars réunissait Luc Ferry, Mélanie Gratacos (Animafac), Nicolas Levesque (Afev) et des jeunes engagés dans le Service civil tel qu'il existe aujourd'hui.

Cette journée a été l'occasion de rappeler les enjeux, le principe, mais aussi l'ambition et le sens qui soutendent la mise en place d'un Service civique volontaire.

### **Le Service civique : sa nature et son ambition**

L'individualisme gagne notre société, cela se traduit non seulement par un repli généralisé des individus sur la sphère privée, mais aussi, plus précisément, par un désengagement des jeunes. Dès lors, il est essentiel de se saisir de toutes les initiatives qui ambitionnent de **restaurer les bases du contrat social** afin de rétablir un « bien vivre ensemble », essentiel à la vie en communauté.

Le débat sur l'instauration d'un Service civique est récurrent depuis la suppression du service militaire en 1996. Il a toujours été réactivé lors d'évènements ponctuels qui ont

secoué la jeunesse : tant au lendemain des émeutes en banlieue, que pendant la crise du CPE, le Service civique a été présenté comme **une solution possible au sentiment de malaise profond** ressenti par la jeunesse. Or, cette vision traduit une conception restrictive du Service civique qui, dans ce cas, le limiterait au rôle de simple **palliatif**. Il aurait pour seule conséquence de **faire attendre** une jeunesse considérée comme dangereuse à qui l'on doit envoyer des messages réconfortants. Les jeunes ne doivent plus être les bénéficiaires passifs de dispositifs discriminants, **ils doivent devenir les acteurs de leur propre réussite**. C'est cette exigence que les Jeunes Radicaux veulent porter avec ce Service civique.

Par ailleurs, il est important de souligner que la jeunesse doit être perçue comme plurielle. Trop rapidement, lorsque l'on parle de la jeunesse, on englobe des millions d'individus confrontés à des conditions tout à fait différentes. Le Service civique est censé s'adresser à la jeunesse : mais de quelle jeunesse parle-t-on? Il y a ici **un impensé de la réforme que les Jeunes Radicaux veulent soulever**. Comment élaborer une politique publique qui soit réellement en phase avec les besoins d'une jeunesse à la pluralité manifeste?

C'est pourquoi, le Service civique doit en réalité être **un point de convergence pour « ces jeunesses »**. Il doit **répondre à chaque désir d'engagement**.

Au total, **le Service civique ne doit pas être restrictif**. Depuis déjà trop longtemps la question du Service civique s'est retrouvée à l'ordre du jour non seulement parce que la société française doutait d'elle même, mais également parce qu'elle vacillait sur ses fondements. **Ce n'est pas en stigmatisant la jeunesse par la création d'un nouveau dispositif que l'on trouvera la solution à un problème si profond**.

La mise en place d'un tel dispositif doit répondre à une problématique sociale complexe. Il n'est donc pas envisageable d'apporter une réponse venant « d'en haut ». La concertation et le dialogue doivent être des éléments moteurs dans l'élaboration d'une politique ambitieuse, légitime, et efficace. **Elle doit faire preuve de l'infaillible volonté de recréer les conditions d'un vivre ensemble qui, plus que jamais, se voit menacé**.

## **Les chantiers de Martin Hirsch : Pour considérer la diversité**

**Cet impératif de diversité n'est pas tant une entrave qu'une opportunité** : bien loin de créer de nouveaux besoins, le Service civique peut tout à fait répondre à la multiplicité des désirs d'engagement de la jeunesse.

Par ailleurs, alors que le pays se lance dans des réformes lourdes, qui ont notamment comme ambition de **modifier en profondeur les mœurs**, le Service civique doit pouvoir accompagner ce mouvement.

Parmi les priorités gouvernementales, deux politiques majeures peuvent parfaitement illustrer cette proposition :

- **La Politique de la ville, incarnée aujourd'hui par "la dynamique espoir banlieues"**, ambitionne de **changer la vie dans les quartiers. A terme, c'est l'image des banlieues qui sera valorisée**. Cette dynamique doit être accompagnée par l'envoi de « volontaires civiques » : le chantier est colossal mais motivant. De l'encadrement sportif, en passant par le suivi scolaire, jusqu'à la médiation sociale, les besoins sont importants. De plus, ces missions ont l'avantage d'avoir en leur cœur **un véritable projet citoyen** mais plus encore

une véritable **ambition pour la nation** ;

- **Le Grenelle de l'environnement** doit aussi pouvoir compter sur le Service civique. En constituant des brigades vertes ou en instaurant des « points infos » sur les politiques environnementales, les « volontaires civiques » peuvent accompagner efficacement cette réforme d'envergure. Au-delà de l'intérêt manifeste qu'il peut y avoir en termes de main d'œuvre, ces missions ont le mérite de développer, chez ceux qui s'y investissent, **une conscience écologique**. Prenant pied aujourd'hui, elle sera un des pivots de la citoyenneté de demain dans un modèle de société repensé et écologiquement responsable.

## **Des propositions pragmatiques et responsables**

Le choix des missions est crucial si l'on ne veut pas rater cette réforme essentielle pour la jeunesse. L'utilisation d'une partie du financement, qui était prévue pour les contrats aidés, est pertinente à condition qu'une véritable « plus-value » soit identifiable. L'histoire nous a appris que placer des jeunes dans les quartiers, en les rémunérant, ne permettait ni de retisser du lien social, ni de solutionner le problème du chômage des jeunes. Le pire échec fut même le fameux dispositif des arpenteurs, dont on ne sait pas vraiment à quoi ils servaient. Eux même ne le savaient probablement pas.

### **Un Service civique exigeant:**

- **Les missions du Service civique doivent:**

- répondre à un besoin d'intérêt général pour la nation
- être l'occasion de l'apprentissage de valeurs essentielles de la vie en société mais aussi de la citoyenneté
- créer une solidarité active

Par conséquent, seul un Service civique qui favorise **le brassage tant entre les âges qu'entre les conditions sociales saurait éveiller la conscience citoyenne des jeunes**.

Le Service civique doit se faire "ailleurs et avec d'autres" ; il doit être l'occasion pour le jeune de se sortir d'un entre soi rassurant pour qu'il puisse prendre conscience de la diversité de la France.

Pour cela, il faut:

- **Doter l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances aujourd'hui en charge de l'accréditation du label service civil, de moyens importants pour faire des choix courageux de missions à proposer aux jeunes. (remplacée à terme par une maison du volontariat).**

- **Engager des évaluations très strictes des missions proposées, du déroulement de celles-ci pour s'assurer de leur qualité.** Il ne faut pas passer à côté de l'objectif principal qui est de retisser du lien social. C'est la raison pour laquelle la proposition de Luc Ferry quant à la mise en place de « chantiers » regroupant plusieurs volontaires venus d'horizons variés, nous apparaît tout à fait pertinente.

- **Une durée raisonnable de 6 mois à un an renouvelable afin de maîtriser le coût pour l'État tout en optimisant les bénéfices pour le jeune.**

## Un Service civique attractif:

**Il est indéniable que pour être efficace le Service civique devra attirer un nombre important de jeunes.** En effet, comment imaginer faire entrer dans les mœurs une période de don de soi pour les autres alors qu'en contrepartie seule une frange de la jeunesse peut y avoir accès. De surcroît, on ne peut ignorer que les jeunes qui sont les plus désocialisés, les plus fragiles, les plus enclins à la violence, les moins conscients de leur condition de citoyen, sont également ceux qui n'ont pas les moyens de prendre part à ce Service civique.

### Par conséquent, les jeunes radicaux proposent :

- La mise en place d'un **financement étatique d'une indemnité permettant aux jeunes de gagner leur autonomie tout en s'engageant pour la nation. Les montants devraient, de notre point de vue, être variables selon la région dans laquelle se déroule la mission.** L'uniformité n'est pas ici gage d'égalité mais d'iniquité.

- La possibilité pour les plus favorisés de refuser d'être indemnisé pour **renforcer le caractère citoyen de leur démarche.**

Conscient des contraintes budgétaires qui pèsent sur notre pays, il nous apparaît néanmoins essentiel de **faire des efforts aujourd'hui** pour préparer l'avenir. La jeunesse ne doit pas être sacrifiée sur l'autel des logiques économiques et budgétaires.

- L'instauration d'un **dispositif de gratifications non financières dont le Service civique bénéficierait indéniablement.** (Permis de conduire gratuit, etc.)

La variable financière ne doit être qu'un élément déclencheur. L'État doit donner l'envie de s'engager, mais la mission doit donner l'envie de s'y investir : **de l'incitation découlera la solidarité.**

- La mise en place de **cérémonies républicaines de remise de diplôme.** On ne peut adopter une posture restrictive quant aux moyens de faire du Service civique un passage "obligé" du Cursus Honorum du citoyen modèle et ce qu'importe sa condition. Autrement dit, le Service civique doit être une étape, **une étape centrale de la vie du citoyen. Sans parler d'obligation légale, nous souhaitons voir ce Service civique devenir une obligation morale.** Il revient à l'État de répondre sans hésitation à la demande forte que ne manquera pas de susciter ce dispositif.

- La signature d'**un contrat républicain qui crée un véritable lien entre la République et le citoyen.**

Il s'agit, plus particulièrement, **d'instaurer une responsabilité croisée** : « la République me protège certes, mais je dois lui assurer de mon respect du contrat social, qui devra avoir à sa base les valeurs universelles de la République ». C'est cet apprentissage que le Service civique doit permettre. A terme, l'objectif est que chaque jeune pense avant tout à ce qu'il peut faire pour son pays, avant même de pouvoir attendre de la nation un quelconque retour. C'est lorsque ce sentiment aura enfin regagné la jeunesse que l'on pourra dire que le Service civique a atteint son objectif. La solidarité n'est pas un acquis, elle est le fruit d'un apprentissage : notre Service civique se veut l'élément déclencheur d'une prise de conscience. **Se sentir l'obligé de sa nation, c'est se sentir l'obligé de son prochain ; c'est développer la solidarité entre chacun, pour se sentir appartenir à un tout.**

## L'après Service civique :

Au total, **le Service civique ne sera véritablement utile et essentiel que s'il prend en considération le passé, le présent et l'avenir de la jeunesse.** Après une période de don de soi pour autrui, la nation doit **ouvrir à tous l'horizon des possibles. C'est pourquoi nous proposons :**

- **Sélection stricte des missions** mises à la disposition des jeunes.

Le Service Civique doit être **un sas vers le marché de l'emploi.** Pour ce faire, cette période de volontariat mériterait d'être **valorisée et valorisable** dans le cadre des recherches d'emploi des jeunes. C'est donc par une sélection stricte des missions mises à la disposition des jeunes que le Service civique sera utile tant pour la nation, que pour les jeunes volontaires. L'acceptation du Service civique défendue par les Jeunes Radicaux est donc claire : chacun doit pouvoir tirer parti de son engagement volontaire. C'est en cela **que le Service civique sera « donnant-gagnant ».**

- **Octroi de crédits ECTS par la délivrance de conventions de stage.**

**Pour autant, cet objectif ne peut être atteint que s'il s'inscrit dans la continuité du parcours scolaire des étudiants qui auront fait le choix de l'engagement.** Diverses solutions peuvent être imaginées pour y parvenir, comme l'octroi de crédits ECTS, ou encore la délivrance de conventions de stage susceptibles de faire l'objet d'une Validation des Acquis de l'Expérience par les Universités. (VAE)

- **Détection des jeunes en déshérence :**

Pour les Jeunes qui n'entrent dans aucun dispositif d'aide, et qui se trouvent dans ce que Jean-Louis Borloo nomme les « interstices », **le Service civique doit offrir une seconde chance.** Il faut permettre à ces jeunes d'entrer dans le Service civique pour **redémarrer dans la vie.** Mais, les associations souvent en charge d'encadrer ces missions ne sont pas en mesure d'assumer cette lourde responsabilité. C'est la raison pour laquelle nous proposons que le Service civique soit **le fronton d'une politique plus globale d'orientation, de conseil, et de formation** en lien avec les services de l'État en charge de ces questions.

- **Mise en place d'un label « Service civique »**

L'engagement au sein d'une association n'est pas forcément positivement perçu par les employeurs. A l'avenir l'apposition du « label » Service civique **devra donner aux volontaires une véritable crédibilité,** en ancrant dans la culture d'entreprise française les bienfaits de l'engagement associatif.

- **Création d'une « maison du volontariat »**

Elle **publiciserait d'une part l'intérêt du Service civique, et d'autre part assurerait un suivi des jeunes** à la fin de la période de volontariat. De plus, le suivi des jeunes volontaires pourrait se trouver amélioré par la constitution d'un réseau d'anciens volontaires, à la fois porteurs d'expériences et vecteurs d'une image positive du Service civique.

## Conclusion

Le Service civique doit avant tout engager **une refonte nécessaire des politiques en faveur de la jeunesse en initiant un renversement de focale**. Elle doit **donner une nouvelle place aux jeunes**. Il faut affirmer avec force que la jeunesse fait partie intégrante de la société et mérite en ce sens d'être considérée à sa juste valeur.

Cette **politique publique repensée** que nous souhaitons porter devra non seulement traiter les problèmes des jeunes, mais aussi et surtout **s'adresser à eux sans hypocrisie**.

Les Jeunes Radicaux veulent participer activement à cette réflexion d'envergure et de première importance. Le récent remaniement ministériel qui a conduit le Président de la République à appeler Martin Hirsch au Haut commissariat à la jeunesse, semble participer d'un mouvement de fond que les Jeunes Radicaux appellent de leurs vœux : **Les politiques de jeunesse doivent être construites dans un cadre interministériel**. Seule une politique transversale est en mesure de répondre aux attentes d'une jeunesse fragilisée par un contexte économique qui la plonge dans la précarité.

C'est pourquoi il revient aux Jeunes Radicaux de lancer les bases d'un chantier d'idées à mener sur les politiques publiques susceptibles de replacer les jeunes au cœur de la société, et d'en **faire le moteur du renouveau**.

**Par l'organisation de nouvelles Conventions Nationales, les Jeunes radicaux témoignent non seulement de leur volonté de construire un véritable projet politique pour la jeunesse, mais aussi et surtout d'imaginer un nouveau modèle de société plus juste, plus solidaire, plus écologique, en un mot Radical.**

Daniel LECA  
06.24.72.64.03  
[Daniel.leca@laposte.net](mailto:Daniel.leca@laposte.net)

Alexis TAUGE  
06.70.19.49.27  
[alexistauge@orange.fr](mailto:alexistauge@orange.fr)